

Unité départementale des Yvelines  
35 rue de Noailles  
Bâtiment B1  
78000 Versailles

Versailles, le 16/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**TotalEnergies Raffinage France**  
40 avenue Jean Jaurès  
78440 Gargenville

Code AIOT : 0006503288

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/11/2025 dans l'établissement TotalEnergies Raffinage France implanté 40 avenue Jean Jaurès 78440 Gargenville. L'inspection a été annoncée le 09/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TotalEnergies Raffinage France
- 40 avenue Jean Jaurès 78440 Gargenville
- Code AIOT : 0006503288
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société TotalEnergies Raffinage France exploite à Gargenville un dépôt d'hydrocarbures liquides. Le site est classé Seveso Seuil Haut au titre de la rubrique 4734-2.a. L'établissement est rattaché organiquement à la raffinerie de Grandpuits (77). Tout comme ce dernier, le site de Gargenville est en pleine évolution. Le risque accidentel est le principal enjeu de cet établissement.

L'exploitation du dépôt pétrolier et des installations relevant du code de l'environnement (installations classées pour la protection de l'environnement) a été autorisée initialement par l'arrêté préfectoral du 19 août 1966. Un arrêté modificatif en date du 23 février 2017 régit les activités du site. Sont également notables :

- L'arrêté préfectoral complémentaire en date du 5 mai 2023 qui régit la surveillance des effets sur les eaux souterraines du site de Gargenville.
- L'arrêté préfectoral complémentaire en date du 6 mai 2025 relatif à diverses modifications dont le projet Log Saf.

Un PPRT (plan de prévention des risques technologiques) a été approuvé par arrêté préfectoral du 26 décembre 2012.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Gestion des modifications – généralités et organisation	Article R. 515-99 du code de l'environnement Arrêté ministériel du 26/05/2014, point 4 de l'annexe I	Demande de justificatifs à l'exploitant	3 mois
2	Gestion des modifications – lien avec l'étude de dangers	Article L. 181-14 du code de l'environnement Arrêté ministériel du 26/05/2014 modifié, point 4 de l'annexe I	Demande d'action corrective	6 mois
3	Gestion des modifications - Suivi et vérification de la modification	Arrêté ministériel du 26/05/2014 modifié, point 4 de l'annexe I	Demande d'action corrective	3 mois
4	Suites du contrôle du 14 novembre 2024 - PM2I : vieillissement des tuyauteries	Arrêté ministériel du 04/10/2010 modifié, article 5	Demande de justificatifs à l'exploitant	15 jours
6	Suites du contrôle du 14 novembre 2024 - PM2I : vieillissement des bacs	Arrêté ministériel du 04/10/2010 modifié, article 8	Demande de justificatifs à l'exploitant	1 mois
7	PM2I – Bacs 32D124 et 32D127	Arrêté ministériel du 03/10/2010 modifié, articles 28, 29-1 et 29-5	Demande de justificatifs à l'exploitant	3 mois
8	PM2I – Bac 32D151	Arrêté ministériel du 03/10/2010 modifié, articles 28, 29-1 et 29-5	Demande de justificatifs à l'exploitant	3 mois
10	PM2I – Visites de surveillance des cuvettes	Arrêté ministériel du 04/10/2010 modifié, article 6	Demande de justificatifs à l'exploitant	15 jours 3 mois
12	Désordres susceptibles d'impacter localement l'étanchéité des cuvettes	Arrêté ministériel du 03/10/2010 modifié, articles 22-1-1 et 22-2-1	Demande de justificatifs à l'exploitant	15 jours
13	Travaux de mise en conformité des cuvettes	Arrêté ministériel du 03/10/2010 modifié, article 22-1-1	Demande d'action corrective	1 an

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	de rétention	Arrêté préfectoral du 23/02/2017 modifié, article 9.1.5.5.	Demande de justificatifs à l'exploitant	15 jours

(1) S'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Suites du contrôle du 14 novembre 2024 - PM2I : vieillissement des tuyauteries	Arrêté ministériel du 04/10/2010 modifié, article 5 Guide DT 96	Sans suites
9	Suites du contrôle du 14 novembre 2024 - PM2I : étanchéité des cuvettes de rétention	Arrêté ministériel du 04/10/2010 modifié, article 25-II	Sans suites
11	Suites du contrôle du 14 novembre 2024 - PM2I : étanchéité des cuvettes de rétention	Arrêté ministériel du 04/10/2010 modifié, article 6	Sans suites

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Le contrôle du 13 novembre 2025 avait pour objectifs principaux d'interroger les pratiques de l'exploitant en matière de gestion des modifications et de vérifier le respect des dispositions liées au plan de maintenance des installations industrielles (PM2I) applicables à l'établissement (en lien avec le contrôle réalisé en novembre 2024) ainsi qu'à l'étanchéité des cuvettes de rétention des bacs.

Les échanges tenus lors du contrôle sur la gestion des modifications ont établi que certaines modifications sont gérées en tant que « situations dégradées », faisant objet d'une analyse de risques moins étendue qu'une modification « classique ». Il n'a pas été possible de définir clairement quels critères permettent à l'exploitant de classer une modification des installations dans l'une des deux catégories (modification « classique » ou « situation dégradée ») ; ce faisant, un doute persiste sur le caractère proportionné du traitement de certaines modifications comme « situation dégradée » (e.g. remplacement des émulseurs, bypass des flocculateurs au niveau du traitement des eaux résiduaires), d'autant plus que ces modifications ne sont alors pas portées à la connaissance de M. le Préfet. L'exploitant doit interroger ses pratiques afin d'assurer que chaque modification soit suivie de manière appropriée, notamment en matière d'analyse de risques et en matière d'information des autorités de contrôle.

L'inspection a de plus relevé la persistance d'écarts relatifs au PM2I malgré plusieurs demandes d'actions correctives émises dans le cadre des suites du contrôle déjà réalisé sur cette thématique en novembre 2024. Au vu du caractère répété de ces non-conformités et des enjeux environnementaux associés, notamment en cas de sinistre, l'inspection demande à l'exploitant de fournir des justificatifs sous les meilleurs délais. En outre, l'exploitant a changé la planification des travaux de mise en conformité de l'étanchéité des cuvettes de certains bacs et n'a donc pas respecté l'échéancier de travaux qu'il a proposé par courrier n° GGV/2021-081 AS/OME en date du 30 avril 2021 et qui a été acté par arrêté préfectoral du 6 mai 2025.

En outre, il est regrettable que des documents non datés soient transmis à l'inspection.

Concernant les visites de surveillance des cuvettes de rétention des bacs, l'inspection constate que dans plusieurs rapports de visites, des désordres D3P ont été reclassés à un niveau moins prioritaire, sur la base de l'article 21 de l'arrêté préfectoral du 6 mai 2025, qui fait référence à l'échéancier de mise en conformité des cuvettes de rétention à l'article 22-1-1 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié, et à la convention d'astreinte pour pompage/excavation des fluides et matériaux pollués générés par un éventuel sinistre. Cette approche n'est pas suffisamment étayée et justifiée. Cette requalification doit être justifiée au regard des critères d'étanchéité que les cuvettes de rétention doivent respecter au regard de l'article 22-1-1 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié et de l'article 9.1.5.5 de l'arrêté préfectoral du 23 février 2017 modifié.

En tout état de cause, les désordres D3 et D3P doivent faire l'objet d'un plan d'action afin d'y remédier dans les meilleurs délais.

Enfin, l'inspection rappelle que selon à l'article L. 171-3 du code de l'environnement, les inspecteurs de l'environnement peuvent se faire communiquer et prendre copie des documents qui sont relatifs à l'objet du contrôle, quel que soit leur support et en quelques mains qu'ils se trouvent, et qui sont nécessaires à l'accomplissement de leur mission. Le fait de faire obstacle aux fonctions exercées par les fonctionnaires et agents habilités à exercer des missions de contrôle administratif ou de recherche et de constatation des infractions en application du code de l'environnement est passible de sanctions pénales et administratives, conformément à l'article L. 173-4 de ce même code.

Il est à noter que lors d'une visioconférence tenue le 2 décembre 2025, l'exploitant a indiqué à l'inspection que dans le cas où une mise en demeure serait proposée à M le Préfet, l'exploitant serait contraint de mener des choix stratégiques radicaux pour l'établissement de Gargenville. Un courriel du 3 décembre 2025 adressé par l'exploitant à l'inspection réitère cette affirmation.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Gestion des modifications – généralités et organisation

<p><b>Références réglementaires :</b> Article R. 515-99 du code de l'environnement Arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié, point 4 de l'annexe I</p>
<p><b>Thèmes :</b> Risques accidentels, Système de gestion de la sécurité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b> <u>Article R. 515-99 du code de l'environnement</u> L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité prévu à l'article L. 515-40 et lui affecte des moyens appropriés. [...]</p> <p><u>Point 4 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié</u> Le système de gestion de la sécurité précise, par des dispositions spécifiques, les situations ou aspects suivants de l'activité : Des procédures sont mises en œuvre pour les modifications apportées aux installations et aux procédés et pour la conception de nouvelles installations ou de nouveaux procédés.</p>
<p><b>Constats :</b> Au cours du contrôle du 13 novembre 2025, l'exploitant présente à l'inspection sa procédure de gestion des modifications, datée du 12 janvier 2024 (réf. GEN-002), en précisant qu'il s'agit d'une déclinaison pour les établissements de Grandpuits et de Gargenville d'une règle interne établie à l'échelle nationale du groupe TotalEnergies, ou « company rule ». L'exploitant indique que cette procédure n'inclut ni les modifications organisationnelles, ni les remplacements à l'identique, ni la gestion de modifications engendrant des « situations dégradées ». L'inspection note que la procédure GEN-002 précise en sa page 3 que « <i>La procédure MOC doit être appliquée pour toute modification impliquant une adaptation, une nouveauté ou un remplacement non à l'identique des équipements ou des unités procédés (transport ou transformation d'un fluide). Toute modification, même provisoire, doit passer par la procédure Gestion de la Modification. Les modifications hors procédés en lien avec l'organisation générale du site (en dehors du processus RH) sont également prises en charge dans cette procédure (ex : sens de circulation des véhicules).</i> », et constate donc que le cas d'exception des « situations dégradées », mentionné par l'exploitant lors de la visite, n'est pas prévu dans cette procédure. L'exploitant fournit par ailleurs à l'inspection la procédure de gestion des situations dégradées, datée du 15 juillet 2019 (réf. DIR-040). L'inspection constate que cette procédure ne prévoit à aucun moment de se substituer à la procédure GEN-002. Elle définit les situations dégradées comme suit : « <i>Une situation dégradée est une situation où le niveau de risque est temporairement plus élevé par rapport à la situation normale suite à un événement planifié ou non. Elle résulte d'une dérive de conditions techniques, météorologiques, organisationnelles ou humaines des situations opérationnelles.</i> » ce qui semble être un cadre non applicable à la gestion d'une modification pérenne.  L'exploitant précise par ailleurs le 13 novembre 2025 que dans le cas des modifications générant des situations dégradées et donc pour lesquelles est mise en œuvre la procédure de gestion des situations dégradées, les différents éléments de procédure visant à suivre les modifications ne sont régularisées qu'après la fin des situations dégradées, soit, pour une grande partie des situations possibles, après la réalisation effective de la modification, ce qui ne semble pas cohérent avec la procédure GEN-002, qui détaille la réalisation de plusieurs étapes de validations en amont, au niveau de la plateforme de Grandpuits-Gargenville, voire, le cas échéant, en fonction de critères</p>

techniques ou économiques, par le siège.

Les pratiques décrites par l'exploitant ne semblent pas cohérentes avec les procédures GEN-002 et DIR-040. L'exploitant doit clarifier, si elle existe, l'articulation entre les procédures GEN-002 et DIR-040, et si besoin mettre à jour ces deux procédures.

L'exploitant indique lors du contrôle du 13 novembre 2025 que les modifications sont initiées notamment par des remplacements d'équipements non à l'identique dans le cadre de la maintenance, par des demandes du siège, ou dans le cadre du REX tiré d'incidents.

En cas de demandes émanant de l'établissement de Gargenville, le besoin est défini et formalisé via un cahier des charges (à cette fin le formulaire AQ-214 cité dans la procédure GEN-002 est complété), à l'exception des modifications associées à des situations dégradées, gérées différemment (cf. supra).

En fonction de la nature et de l'importance de la modification, l'établissement de Gargenville peut, voire doit solliciter les services de la plateforme de Grandpuits, voire du siège, pour son élaboration et sa validation. Sur ce point l'organisation mise en place pour la gestion de modifications n'appelle pas de commentaires de la part de l'inspection.

**Conclusions :**

L'exploitant doit clarifier, si elle existe, l'articulation entre les procédures GEN-002 relative à la gestion des modifications et DIR-040 relative à la gestion des situations dégradées, et si besoin mettre à jour ces deux procédures afin que cette éventuelle articulation y apparaisse.

L'exploitant doit s'assurer que la gestion des modifications au sein de l'établissement de Gargenville, y compris lorsqu'elles sont génératrices des situations dégradées citées par la procédure DIR-040, respecte les règles décrites par la procédure GEN-002.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatifs à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois



## N° 2 : Gestion des modifications – lien avec l'étude de dangers

### Référence réglementaire :

Article L. 181-14 du code de l'environnement

Arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié, point 4 de l'annexe I

**Thèmes :** Risques accidentels, Système de gestion de la sécurité

### Prescription contrôlée :

Article L. 181-14 du code de l'environnement

Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.

L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.

Point 4 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié

Le système de gestion de la sécurité précise, par des dispositions spécifiques, les situations ou aspects suivants de l'activité :

Des procédures sont mises en œuvre pour les modifications apportées aux installations et aux procédés et pour la conception de nouvelles installations ou de nouveaux procédés.

### Constats :

L'exploitant indique à l'inspection au cours du contrôle du 13 novembre 2025 que ce sont les équipes du siège (équipes « permitting ») qui établissent si une modification doit faire l'objet d'une information de la DRIEAT voire de la rédaction d'un porter-à-connaissance, et qui définit si une modification des installations présente un caractère substantiel ou notable. L'inspection constate que cela n'est pas mentionné dans les différentes procédures présentées. Par ailleurs, il découle de cette explication :

- qu'une vision du sujet menée uniquement par les équipes du siège peut occulter des spécificités des installations mieux connues des équipes de Gargenville ;
- que dans le cas de modifications gérées via la procédure GEN-002 relative à la gestion des modifications ou de modifications gérées comme des situations dégradées, aucune information à l'inspection n'est réalisée par défaut.

La pratique décrite dans ce second point n'apparaît pas adaptée à la gestion de la situation administrative d'une installation classée pour la protection de l'environnement. Il conviendrait que l'exploitant s'interroge sur cette pratique, l'inspection rappelant que toute modification notable des installations doit être portée à sa connaissance avec l'ensemble des éléments d'appréciation.

L'exemple du remplacement des émulseurs mis en œuvre dans la défense contre l'incendie des installations est évoqué. L'exploitant indique au cours du contrôle du 13 novembre 2025 que cette modification a été élaborée au niveau du siège, et suivie localement via la procédure de gestion de situation dégradée. L'inspection a été informée de cette modification dans le cadre des demandes formulées à la suite du contrôle réalisé en mai 2025. Il aurait été pertinent en matière d'analyse des risques de porter cette modification à la connaissance de l'inspection au préalable.

L'exploitant explique de plus lors du contrôle du 13 novembre 2025 que pour tout type de modifications, une analyse de risques est réalisée au préalable, comportant notamment une réflexion sur l'impact produit sur les mesures de maîtrise de risques (MMR) et si nécessaire une définition des mesures. Toutefois, interrogé par l'inspection quant au cas du remplacement des émulseurs de la DCI, l'exploitant indique qu'aucune analyse d'impact sur le niveau de confiance des MMR n'a été menée, car il a considéré qu'elles n'étaient pas concernées. Toutefois, selon l'étude de dangers portant sur les installations du site et comme cela est repris dans l'article 1<sup>er</sup> de l'annexe de l'arrêté préfectoral du 23 février 2017 (modifié par arrêté préfectoral du 6 mai 2025), les moyens pour la mise en place d'un tapis de mousse préventif pour les scénarios boil-over font partie des dispositifs sur lesquels sont basées les mesures de maîtrise des risques de l'exploitant. Il apparaît donc à travers cet exemple que l'analyse de risques menée avant la réalisation d'une modification est insuffisante lorsque cette modification est gérée comme une situation dégradée.

L'inspection conclut donc que :

- pour les modifications gérées uniquement via la procédure GEN-002, l'analyse du lien entre la modification et l'étude de dangers n'apparaît pas suffisamment détaillée ;
- pour les modifications gérées comme des situations dégradées via la procédure DIR-040 et régularisées a posteriori, l'analyse des risques menée et en particulier de l'impact de la modification sur le niveau de confiance des MMR est insuffisamment développée. La régularisation a posteriori d'une modification n'est pas satisfaisante en matière de gestion des risques ;
- dans tous les cas, les critères de décision quant à l'information des pouvoirs publics d'une modification des installations sont à revoir.

**Conclusions :**

L'exploitant doit réaliser les actions suivantes :

- compléter la procédure GEN-002 relative à la gestion des modifications afin que l'analyse de l'impact d'une modification sur l'étude de dangers soit prévue de manière appropriée ;
- modifier les pratiques en place concernant les modifications traitées via la procédure DIR-040 afin qu'elles intègrent une étude des conséquences sur les mesures de maîtrise de risques mises en place par l'exploitant ;
- mettre en place les dispositions organisationnelles pour assurer que toute modification notable des installations soit portée à la connaissance de l'inspection des installations classées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

### N° 3 : Gestion des modifications - Suivi et vérification de la modification

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié, point 4 de l'annexe I
<b>Thèmes :</b> Risques accidentels, Système de gestion de la sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b> Le système de gestion de la sécurité précise, par des dispositions spécifiques, les situations ou aspects suivants de l'activité : Des procédures sont mises en œuvre pour les modifications apportées aux installations et aux procédés et pour la conception de nouvelles installations ou de nouveaux procédés.
<b>Constats :</b> Les échanges tenus lors du contrôle du 13 novembre 2025 permettent d'aborder le sujet du suivi et de la vérification des modifications pour chaque type identifié par l'exploitant :  <u>Modifications suivies uniquement via la procédure GEN-002</u> Selon la procédure, ces modifications font l'objet d'un suivi et d'une validation notamment par les experts métiers de la plateforme de Grandpuits, à travers différentes étapes ou « GATE ». Pour les modifications impliquant des travaux, un procès-verbal de réception est systématiquement émis, comprenant le cas échéant des réserves. L'inspection consulte le modèle de procès-verbal (formulaire AQ-012) qui n'appelle pas de commentaires de sa part, ainsi qu'un exemple de procès-verbal pour l'installation d'un nouveau compresseur au niveau de la pomperie Seine, daté du 27 février 2025 et signé à la fois par le prestataire et l'exploitant. Lors du contrôle du 13 novembre 2025, ce procès-verbal fait état de réserves, qui ont été levées selon l'exploitant bien que cela n'apparaisse pas dans le procès-verbal dans le cartouche de signature prévu. L'exploitant transmet une version signée de ce document par courriel en date du 21 novembre 2025 qui formalise la levée des réserves émises lors de la mise en service. L'inspection appelle l'exploitant à être vigilant sur cette formalisation. Pour les travaux les plus complexes, les services techniques de l'établissement de Grandpuits peuvent être impliqués dans la réception.  <u>Modifications suivies en tant que situations dégradées</u> Lorsqu'une modification est génératrice d'une situation dégradée et traitée comme telle avant régularisation via la procédure GEN-002 a posteriori, elle fait l'objet d'un planning, partagé et le cas échéant mis à jour au cours d'une réunion hebdomadaire de planning des travaux sur le site de Gargenville, où sont évoqués les différents projets en cours sur les installations.  <u>Modifications initiées par le siège</u> Dans ce troisième cas, l'exploitant indique que le suivi et la vérification des modifications sont réalisés par le siège directement, leur mise en œuvre restant de la responsabilité de l'établissement de Gargenville.  Par ailleurs, l'exploitant indique qu'en cas de recours à des prestataires pour la maîtrise d'œuvre (maintenance, sous-traitance), ceux-ci sont choisis systématiquement en fonction du retour d'expérience, ce sujet étant piloté par le service achats de la plateforme de Grandpuits, qui interroge l'exploitant à l'issue d'une prestation pour évaluer sa satisfaction. En outre, le service achats vérifie également la possession par les prestataires des certifications nécessaires aux travaux.  L'exploitant précise par ailleurs qu'il n'est pas prévu systématiquement de tests des équipements modifiés avant leur mise en service, ces tests préalables étant réservés aux équipements les plus complexes. L'exploitant cite l'exemple susmentionné de l'installation d'un compresseur au niveau

de la pomperie Seine, pour lequel les tests ont été réalisés lors de la mise en service. Ces pratiques n'appellent pas de commentaires de l'inspection.
<b>Conclusions :</b> L'exploitant doit fournir les éléments sur les circonstances qui ont conduit au défaut de formalisation de levée des réserves sur les travaux d'installation d'un compresseur en pomperie Seine, ainsi que les mesures internes mises en œuvre pour ne plus rencontrer de tels défauts sur de futurs travaux.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 4 : Suites du contrôle du 14 novembre 2024 - PM2I : vieillissement des tuyauteries

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié, article 5
<b>Thèmes :</b> Risques accidentels, PM2I
<b>Prescription contrôlée :</b> <u>Article 5 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié</u> [...] L'exploitant réalise un état initial de la tuyauterie ou de la capacité à partir du dossier d'origine ou reconstitué de cet équipement, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur la tuyauterie (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent. À l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de la tuyauterie ou de la capacité. L'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration.[...]  <u>Fiche de constat n° 3 du rapport en date du 16 mai 2025 du contrôle du 14 novembre 2024</u> L'inspection contrôle, par échantillonnage, l'application de la prescription susmentionnée à la tuyauterie OUEST TUYA 7, soumise au PM2I et note au cours du contrôle que selon les procédures de l'exploitant : <ul style="list-style-type: none"><li>• des inspections externes sont prévues tous les 60 mois ;</li><li>• une partie de cette tuyauterie, dans la zone pomperie, est également inspectée plus régulièrement (tous les 36 mois). Cette vigilance renforcée sur cette zone est due au scénario feu pouvant survenir sur la zone pomperie. La zone pomperie fait l'objet d'une opération de démantèlement, mais la tuyauterie OUEST TUYA 7 est conservée en exploitation pour acheminer du GOM.</li></ul> <b>Non-conformité :</b> L'inspection constate toutefois que la dernière inspection externe de l'ensemble de la tuyauterie sur cette zone pomperie date d'octobre 2020. La prochaine inspection partielle de la zone pomperie était prévue pour octobre 2023. À date du contrôle, l'inspection relève que cette inspection partielle prévue en octobre 2023 n'a pas été réalisée.  Les conclusions de l'inspection externe de 2020 prescrivent la suppression du piquage 021LB sur la tuyauterie car ce dernier présente des traces de corrosion et qu'il n'est plus utilisé pour les opérations. Le rapport fixe une date limite de réalisation de cette action pour le 30/07/2022 ; l'inspection constate toutefois que l'opération n'a été réalisée qu'au mois d'août 2023. L'exploitant indique avoir mis en place en janvier 2023 une mesure compensatoire en installant une protection autour du piquage, mais qu'entre juillet 2022 et janvier 2023, aucune mesure compensatoire n'a été mise en place.  Dans un délai de 3 mois, l'exploitant transmettra à l'inspection le rapport d'inspection partielle des tuyauteries de la zone pomperie (inspection qui aurait dû être effectuée au plus tard en octobre 2023).  Dans un délai de 3 mois, l'exploitant dressera le planning et la nature des visites des tuyauteries à programmer dans les 12 prochains mois afin de respecter les échéances de suivi du PM2I.
<b>Constats :</b>

Par courrier du 14 août 2025, l'exploitant transmet sa réponse à l'inspection. Cette réponse comprend le rapport de visite partielle de la tuyauterie « OUEST\_TUYA7 » et le planning demandés par l'inspection. Une consultation de l'outil CREDO (utilisé pour le suivi des équipements soumis aux dispositions du plan de modernisation des installations industrielles) lors du contrôle du 13 novembre 2025 fait apparaître que les observations relevées par le prestataire en charge des visites de surveillance sont classées soit en prescriptions sous un certain délai (à caractère obligatoire), soit en recommandations (à caractère facultatif), et qu'elles sont bien entrées dans l'outil.

L'inspection remarque que les rapports de visite partielle pourraient être améliorés en faisant figurer la date de la précédente visite (partielle et/ou externe) et les précédentes observations, afin de mettre en évidence la persistance d'éventuels défauts et de faciliter le suivi par l'exploitant.

L'exploitant présente à l'inspection lors du contrôle du 13 novembre 2025 le rapport de visite externe de la tuyauterie « OUEST\_TUYA7 », qui n'appelle pas de commentaire de sa part, la visite ayant été effectuée dans les délais prévus.

L'exploitant indique par ailleurs à l'inspection au cours du contrôle du 13 novembre 2025 que les tuyauteries situées en zone pomperie font l'objet d'une périodicité de visite dite « partielle » plus restreinte (36 mois). L'exploitant présente un document détaillant la liste des tuyauteries situées en zone pomperie (réf. TotalEnergies-Memo-pipe way et pomperie SDC GGV - REV 0, daté du 20 septembre 2021) et motivant cette périodicité restreinte.

Toutefois, une vérification par sondage fait apparaître que certaines tuyauteries de cette liste ne sont pas situées en zone pomperie. D'autres tuyauteries listées dans ce document ne sont plus en service au jour du contrôle. Il est indiqué à l'inspection que le prestataire chargé des visites des tuyauteries s'est basé sur ce document pour élaborer le programme d'inspection.

Une vérification par sondage du programme d'inspection fait apparaître lors du contrôle du 13 novembre 2025 qu'une visite partielle de la tuyauterie « EST-TUYA30 », située en zone pomperie et devant donc être visitée tous les 36 mois, était prévue en 2024 mais qu'elle n'a pas été réalisée, bien que la précédente visite date de 2020. L'exploitant transmet à l'inspection par courriel du 21 novembre 2025 le rapport d'une visite partielle de cette même tuyauterie, réalisée le 14 novembre 2025, ce qui n'appelle pas de commentaires de la part de l'inspection.

L'exploitant doit mettre à jour la liste des tuyauteries concernées par cette périodicité réduite de visite et s'assurer que son programme d'inspection intègre ces informations. L'inspection rappelle que la responsabilité de la surveillance des tuyauteries relève de l'exploitant et non des prestataires à qui il en délègue la réalisation.

Compte tenu des constats effectués lors des visites d'inspection des 14 novembre 2024 et 13 novembre 2025 et des écarts constatés relatifs au dépassement d'échéances des inspections de tuyauteries dans le cadre de la mise en œuvre du PM2I relatif aux tuyauteries, l'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre, sous un délai de quinze jours, un programme d'inspection des tuyauteries révisé, afin que chaque tuyauterie soit identifiée correctement et associée à la périodicité de visite prévue, ainsi que les justificatifs attestant que l'ensemble des inspections des tuyauteries programmées en 2025 au titre du PM2I ont bien été réalisées et que l'organisation interne a été revue afin de garantir le respect de l'ensemble des échéances prévues dans le cadre du programme d'inspection des tuyauteries.

### **Conclusions :**

L'exploitant doit mettre en place une organisation permettant de garantir la mise en œuvre de son programme d'inspection des tuyauteries en respectant les échéances associées.

L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre, sous un délai de quinze jours, un programme d'inspection des tuyauteries révisé, afin que chaque tuyauterie soit identifiée correctement et associée à la périodicité de visite prévue, ainsi que les justificatifs attestant que l'ensemble des inspections des tuyauteries programmées en 2025 au titre du PM2I ont bien été réalisées et que l'organisation interne a été revue afin de garantir le respect de l'ensemble des échéances prévues dans le cadre du programme d'inspection des tuyauteries.

À défaut de la transmission de ces éléments dans les délais, l'inspection proposera à M. le Préfet des Yvelines de mettre en demeure l'exploitant sur ce point.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatifs à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

**N° 5 : Suites du contrôle du 14 novembre 2024 - PM2I : vieillissement des tuyauteries**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié, article 5 / Guide DT 96
<b>Thèmes :</b> Risques accidentels, État initial
<b>Prescription contrôlée :</b> <u>Article 5 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié</u> L'état initial doit comprendre les informations suivantes (lorsqu'elles existent) : <ul style="list-style-type: none"><li>• un plan ou un schéma comportant les accessoires sous pression et les repères des accessoires de sécurité, complété éventuellement de documents pertinents (Ex. photos),</li><li>• les caractéristiques de construction (DN, PN, fluide, température et pression maximales admissibles, matériaux, revêtements de protection, isolants, codes ou normes)</li><li>• les éléments relatifs aux interventions (contrôle initial, inspections, contrôles non-destructifs, maintenances et réparations éventuelles)</li></ul>
<u>Fiche de constat n° 7 du rapport du contrôle du 14 novembre 2024</u> Il ressort des échanges entre l'exploitant et l'inspection lors du contrôle, qu'en 2023, la tuyauterie OUEST TUYA 7 a été modifiée, et qu'une portion de la tuyauterie, en zone pomperie, a été détournée. De plus, l'inspection constate que dans l'état initial de cette tuyauterie, il est fait mention qu'elle transporte du FOD, bien qu'au jour du contrôle cette dernière transporte du GOM.
<b>Non-conformité :</b> L'inspection relève que ces modifications n'ont pas engendré de mise à jour de l'état initial du PM2I par l'exploitant, ni du cahier des charges des points à vérifier lors des inspections. Dans un délai de 3 mois, l'exploitant réalisera une analyse des états initiaux de l'ensemble des tuyauteries soumises à PM2I présentes sur le site afin d'identifier les besoins de mises à jour. Dans un délai de 6 mois, l'exploitant mettra à jour les états initiaux de ces tuyauteries. Dans un délai de 6 mois, l'exploitant intégrera ces mises à jour dans le cahier des charges des points à vérifier (plan d'inspection) lors des inspections.
<b>Constats :</b> Par courrier du 14 août 2025, l'exploitant apporte ses réponses à l'inspection. En sus de la tuyauterie OUEST TUYA7, les tuyauteries OUEST TUYA19 et OUEST TUYA22 sont également identifiées par l'exploitant comme nécessitant une mise à jour de leur état initial. L'exploitant présente lors du contrôle du 13 novembre 2025 un extrait de l'outil CREDO, qui permet notamment à l'inspection de vérifier que les plans isométriques de ces trois tuyauteries ont été mis à jour à la suite des dernières modifications.
<b>Conclusions :</b> Sans observation
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites



## N° 6 : Suites du contrôle du 14 novembre 2024 - PM2I : vieillissement des bacs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié, article 8
<b>Thèmes :</b> Risques accidentels, PM2I
<b>Prescription contrôlée :</b> <u>Article 8 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié</u> L'état initial, les programmes d'inspection ou de surveillance ainsi que les plans d'inspection ou de surveillance mentionnés aux articles 3 à 7 peuvent être établis selon les recommandations de guides professionnels reconnus par le ministre chargé de l'environnement. Ces guides définissent : <ul style="list-style-type: none"><li>• les règles d'estimation de l'importance du risque environnemental lorsque les articles précédents le prévoient ;</li><li>• les règles de réalisation de l'état initial ;</li><li>• les modalités d'établissement des plans d'inspection ou de surveillance et de maintenance éventuelle ;</li><li>• le délai de mise en application des révisions du guide lors de chaque révision.</li></ul> Pour chaque équipement ou ouvrage mentionné aux articles 3 à 7 et pour lequel un plan d'inspection et de surveillance est mis en place, l'exploitant élabore un dossier contenant : <ul style="list-style-type: none"><li>• l'état initial de l'équipement ;</li><li>• la présentation de la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de l'équipement (modalités, fréquence, méthodes, etc.) et pour la détermination des suites à donner à ces contrôles (méthodologie d'analyse des résultats, critères de déclenchement d'actions correctives de réparation ou de remplacement, etc.).</li></ul> Ces éléments de la stratégie sont justifiés, en fonction des modes de dégradation envisageables, le cas échéant par simple référence aux parties du guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement sur la base desquelles ils ont été établis : <ul style="list-style-type: none"><li>• les résultats des contrôles et les suites données à ces contrôles ;</li><li>• les interventions éventuellement menées.</li></ul> Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et est aisément consultable lors d'un contrôle de l'inspection des installations classées. [...] Lorsque les documents mentionnés ci-dessus sont établis sur la base d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement, les révisions du guide sont prises en compte par l'exploitant dans le délai fixé par ces révisions.  <u>Fiche de constat n° 5 du rapport du contrôle du 14 novembre 2024</u> Lors du contrôle du 14 novembre 2024, l'inspection constate que les bacs D1 et D2 sont en travaux afin d'être réadaptés pour accueillir du carburant d'aviation. L'exploitant explique profiter de ces travaux pour réaliser l'inspection décennale de ces bacs, et que : <ul style="list-style-type: none"><li>• pour le bac D1, l'inspection décennale était initialement prévue en 2027 ;</li><li>• cette inspection décennale a été avancée à juillet 2023.</li></ul> L'inspection note que les conclusions de l'inspection du bac D1 de juillet 2023 indiquent que le bac est « inapte ».  L'exploitant a établi un cahier des charges des travaux à réaliser pour remettre en état le bac qu'il présente à l'inspection lors du contrôle. L'inspection attire l'attention sur l'obligation de réaliser une nouvelle inspection avant remise en service pour s'assurer que l'équipement est apte.  Avant remise en service du bac D1, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les conclusions du rapport d'inspection de ce bac, suite aux travaux réalisés.

Dans un délai d'1 mois, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées le programme des visites décennales de l'ensemble des bacs du site. Il transmettra ensuite, dès leur réception, les rapports de visite des trois prochaines inspections décennales prévues.

**Constats :**

Par courrier du 4 juillet 2025, l'exploitant transmet sa réponse à l'inspection. Les éléments fournis indiquent que les trois prochaines visites décennales sont prévues aux dates suivantes :

- Le 15 septembre 2028 (32D151) ;
- Le 16 janvier 2033 (32D127) ;
- Le 31 janvier 2033 (32D128).

L'inspection note que des visites décennales sont, selon le programme de l'exploitant transmis par courriel du 4 juillet 2025, planifiées au-delà de 2035. Selon l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié, les visites décennales sont réalisées aussi souvent que nécessaire et au moins tous les dix ans, sauf si les résultats des dernières visites permettent d'évaluer la criticité du réservoir à un niveau permettant de reporter l'échéance dans des conditions prévues par un guide professionnel reconnu par le ministère chargé du développement durable. Ce report ne peut pas excéder dix ans et ne peut en aucun cas être renouvelé.

L'inspection demande à l'exploitant de fournir ces justifications (éléments d'étude de criticité – RBI) par courriel du 7 août 2025. Par le même courriel, l'inspection demande également à l'exploitant de lui fournir une copie du rapport d'inspection du bac D1 consulté le 14 novembre 2024 et à l'origine du constat en fiche 5 du rapport de contrôle effectué à cette même date.

L'inspection souligne qu'aucune réponse ne lui a pas été fournie sur ce point avant le 13 novembre 2025.

Au cours du contrôle du 13 novembre 2025, l'exploitant explique à l'inspection que :

- à l'issue de chaque visite externe détaillée hors exploitation sur un bac, il réalise un état des lieux des conclusions des visites décennales et quinquennales précédentes (catégorisées en prescriptions -à caractère prioritaire- et en recommandations -à caractère facultatif).
- à la suite de cet état des lieux, il réalise les travaux prescrits, et statue à nouveau sur la durée d'aptitude au service du bac ;
- pour certains bacs, selon les produits contenus et/ou leur destination, une analyse est menée par l'exploitant pour étendre la durée entre deux visites décennales. Cette analyse porte la dénomination en interne TIMMS, et est assimilée par l'exploitant à une analyse RBI.

Pour le cas particulier du bac 32D1, l'exploitant présente le 13 novembre 2025 le rapport de visite décennale déjà présenté à l'inspection en 2024 (rapport MISTRAS daté de juillet 2023), qui conclut bien à l'inaptitude au service du bac pour 20 ans. En particulier, le rapport préconise notamment, avant la remise en service du bac :

- mise en place d'un patch ou d'un insert au niveau de la partie courante du fond du bac ;
- reprise de soudures présentant des défauts d'aspects importants au niveau du fond de bac ;
- remplacement complet ou partiel du tube du puits de jauge central (toit).

Par courriel du 21 novembre 2025, l'exploitant fournit à l'inspection les documents suivants :

- compte-rendu de travaux du 8 octobre 2025 (réf. 2025-IHE-32D001 rev0) : ce document atteste que l'ensemble des travaux prioritaires identifiés lors de la visite décennale de juillet 2023 ont été réalisés. Il conclut à l'aptitude au service du bac jusqu'à la prochaine inspection, soit 2035 selon ce même document.
- la synthèse de l'évaluation TIMMS pour ce bac, signée le 19 septembre 2024 (soit un an avant les travaux susmentionnés), qui conclut à une extension de la périodicité entre la précédente visite décennale et la suivante à vingt ans (soit une prochaine visite décennale le 15 décembre 2044).

L'inspection s'interroge sur la différence de date de prochaine visite décennale entre ces deux documents ; l'exploitant doit se positionner sur cette date.

En l'absence de la fourniture du document décrivant la méthodologie TIMMS à date du présent rapport dans des délais permettant son examen, l'inspection ne peut conclure pour le bac 32D1 au respect par l'exploitant de l'article 29-5 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié. Ce document, demandé par courriels du 14 novembre 2025 et du 25 novembre 2025, a été fourni à l'inspection en date du 5 décembre 2025.

Concernant les désordres objet du constat de l'inspection en 2024, ils ont été levés et la fiche de constat correspondante peut être clôturée, les points restants étant désormais suivis via la présente fiche.

**Conclusions :**

L'exploitant doit transmettre à l'inspection les éléments suivants :

- la date de prochaine visite décennale du bac D1, en expliquant le cas échéant les différences constatées entre le compte-rendu 2025-IHE-32D001 et la synthèse TIMMS de 2024.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatifs à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 7 : PM2I – Bacs 32D124 et 32D127**

**Références réglementaires :**

Arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié, articles 28, 29-1 et 29-5

**Thèmes :** Risques accidentels, PM2I

**Prescription contrôlée :**

Article 28 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié

Chaque réservoir d'une capacité équivalente de plus de 10 mètres cubes fait l'objet d'un dossier de suivi individuel comprenant a minima les éléments suivants, dans la mesure où ils sont disponibles :

- date de construction (ou date de mise en service) et code de construction utilisé ;
- volume du réservoir ;
- matériaux de construction, y compris des fondations ;
- existence d'un revêtement interne et date de dernière application ;
- date de l'épreuve hydraulique initiale si elle a été réalisée ;
- liste des produits ou familles de produits successivement stockés dans le réservoir ;
- dates, types d'inspection et résultats ;
- réparations éventuelles et codes utilisés.

Ce dossier est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Article 29-1 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié

Tout réservoir d'une capacité équivalente de plus de 10 mètres cubes fait l'objet d'un plan d'inspection définissant la nature, l'étendue et la périodicité des contrôles à réaliser en fonction des produits contenus et du matériau de construction du réservoir et tenant compte des conditions d'exploitation, de maintenance et d'environnement.

Ce plan comprend :

- des visites de routine ;
- des inspections externes détaillées ;
- des inspections hors exploitation détaillées pour les réservoirs de capacité équivalente de plus de

100 mètres cubes. Les réservoirs qui ne sont pas en contact direct avec le sol et dont la paroi est entièrement visible de l'extérieur sont dispensés de ce type d'inspection.

Article 29-5 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié

[...] Les inspections hors exploitation détaillées sont réalisées aussi souvent que nécessaire et au moins tous les dix ans, sauf si les résultats des dernières inspections permettent d'évaluer la criticité du réservoir à un niveau permettant de reporter l'échéance dans des conditions prévues par un guide professionnel reconnu par le ministère chargé du développement durable. [...]

**Constats :**

L'exploitant présente les documents suivants à l'inspection lors du contrôle du 13 novembre 2025 et a posteriori par courriel du 21 novembre 2025, concernant les bacs 32D124 et 32D127 :

- le compte-rendu de la visite de routine du 17 septembre 2024 pour le bac 32D124 ; selon le programme d'inspection de l'exploitant, ces visites doivent être annuelles, or la plus récente a été réalisée à la mi-octobre 2025, en retard d'un mois (le rapport n'a pu être présenté à l'inspection) ;
- le compte-rendu de la dernière visite externe détaillée (visite quinquennale) pour chacun de ces bacs (société MISTRAS), datées du 18 mai 2020 (bac 32D124) et du 22 octobre 2018 (bac 32D127), qui concluent à l'aptitude au service de ces deux bacs sur 5 ans, et à la nécessité de prévoir des actions d'entretien et de maintenance au prochain arrêt ou lors de la prochaine inspection décennale (notamment, dans le cas de ces deux bacs, une inspection de la charpente du toit en raison d'une épaisseur structurelle résiduelle non conforme pour 5 ans ainsi que la réalisation d'une étude de la stabilité au vent) ; *nb. la dernière inspection externe détaillée date de plus de 5 ans au jour du contrôle mais une inspection hors exploitation détaillée a eu lieu depuis.*
- le compte-rendu de la dernière visite hors exploitation détaillée (visite décennale) pour chacun de ces bacs (société MISTRAS), datées du 21 février 2023 (bac 32D124) et du 18 novembre 2022 (bac 32D127) :
  - o bac 32D124 : le compte-rendu conclut à l'inaptitude au service pendant 10 ans du bac et prescrit des actions de réparation et maintenance avant remise en service. En particulier, le document atteste que la charpente a bien été vérifiée, sans non-conformité. Il souligne cependant que le toit présente des pertes d'épaisseurs importantes et que l'accès au toit hors des accès sécurités doit être réglementé ou interdit.
  - o bac 32D127 : le compte-rendu conclut que des actions de réparation et maintenance sont à effectuer avant sa remise en service à défaut desquelles le bac est inapte au service.
  - o Ces documents comprennent pour chacun des bacs une étude de stabilité au vent, qui conclut à leur non-conformité et à la nécessité d'installer un raidisseur intermédiaire au niveau du bac.
- le compte-rendu des travaux effectués sur ces bacs en conséquence des précédentes visites quinquennales et décennales, établi par l'exploitant en date du 9 janvier 2024 (bac 32D124 - réf. GGV-2023-IHE-32D124 rev0) et du 26 octobre 2023 (bac 32D127 - réf. GGV-2022-IHE-32D127 rev0). Sur ces deux documents, l'inspection formule les constats suivants :
  - o pour le bac 32D124, une passerelle d'accès sécurisée a bien été mise en place selon le compte-rendu de travaux, comme prévu par les conclusions de la précédente visite décennale.
  - o pour ces deux bacs, l'ensemble des travaux prescrits ont été réalisés selon ce document à l'exception de deux prescriptions, pour lesquels des alternatives ont été réalisées par l'exploitant.
  - o pour ces deux bacs, le compte-rendu de travaux mentionne qu'une précédente visite

décennale (2014 pour 32D124, 2010 pour 32D127) préconisait le remplacement complet du toit, mais que cette préconisation a été annulée selon ce compte-rendu à la suite de la réalisation des travaux suivants : mesures d'épaisseurs renforcées sur le toit, réalisation d'une inspection complète par drone de la sous-face du toit ainsi que l'ensemble de la charpente, mise en place d'une plateforme d'accès sécurisée au niveau des lieux d'interventions/maintenance. **L'exploitant doit fournir le rapport de ces deux visites décennales et apporter des justifications complémentaires sur le caractère suffisant des travaux réalisés pour annuler la préconisation susmentionnée.**

- pour ces deux bacs, le compte-rendu de travaux indique la préconisation issue de la précédente visite décennale d'installer un raidisseur est « annulée », en application d'une analyse interne (document référencé OT/TL/OPS/INS/INE\_2023\_MEMO\_0164). À la lecture de ce document, annexé aux comptes-rendus de travaux, l'inspection relève qu'il concerne les règles de calcul de stabilité à la neige et aux vents des bacs de stockage, en fonction des modifications apportées ou non à ces bacs, mais qu'il n'exempte en aucun cas l'exploitant de réaliser ces calculs et de mettre en œuvre les moyens appropriés en cas de non-conformité. **Il apparaît donc que l'annulation de cette préconisation par l'exploitant n'est pas fondée. L'exploitant doit fournir des justifications complémentaires sur ce point.**
- De plus, ces documents ne sont pas entièrement complétés : le document prévoit la signature par un vérificateur et un approubateur ainsi qu'une réception technique des travaux, mentionnant si des réserves sont émises ou non. Aucune de ces informations n'est présente dans le document relatif au bac 32D124, et la section relative à l'absence de réserves n'est pas remplie dans le document relatif au bac 32D127. **La formalisation de la réception des travaux doit être améliorée par l'exploitant.**
- Ces deux comptes-rendus de travaux concluent au maintien en service des bacs jusqu'à la « prochaine inspection prévue », soit selon les comptes-rendus de travaux de chaque bac :
  - le 9 janvier 2029 pour le bac 32D124, soit 5 ans après la date du compte-rendu de travaux. Cette date correspond à celle de la prochaine visite hors exploitation détaillée, ;
  - le 26 octobre 2033 pour le bac 32D127, soit 10 ans après la date du compte-rendu de travaux. Cette date n'est pas cohérente avec celle fournie par l'exploitant par courriel du 4 juillet 2025 (16 janvier 2033), et elle dépasse la périodicité décennale pour l'inspection hors exploitation détaillée. Il conviendrait que l'exploitant confirme la date prévue pour cette future visite décennale.

Il est à noter que malgré la demande de l'inspection, l'exploitant n'a présenté aucun élément relatif à une éventuelle extension de la période entre deux visites hors exploitation. Celle-ci demeure donc fixée à au plus 10 ans selon les dispositions de l'article 29-5 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié.

Lors de la visite des installations au cours du contrôle du 13 novembre 2025, l'inspection constate en effet la présence de corrosion au niveau du toit du bac 32D124, ainsi que la mise en place d'une passerelle sécurisée. Une vérification visuelle par l'inspection de l'état des ancrages de ces deux bacs n'appelle pas d'observations.

#### **Conclusions :**

L'exploitant doit fournir les éléments suivants à l'inspection :

- des éléments permettant d'expliquer les défauts en matière de validation des travaux effectués constatés sur les rapports du 9 janvier 2024 (bac 32D124 - réf. GGV-2023-IHE-

32D124 rev0) et du 26 octobre 2023 (bac 32D127 - réf. GGV-2022-IHE-32D127 rev0) ;

- le rapport de la visite de routine réalisée en octobre 2025 sur le bac 32D124 ;
- le rapport de la visite décennale réalisée en 2014 sur le bac 32D124 ;
- le rapport de la visite décennale réalisée en 2010 sur le bac 32D127 ;
- la justification du caractère suffisant des travaux effectués sur les bacs 32D124 et 32D127 pour annuler la préconisation de remplacement complet du toit issues de précédentes visites décennales.
- le calcul de stabilité au vent de ces deux bacs, suivant la règle applicable à la date de mise en service des bacs (EEMUA 159 ou équivalent), conformément aux règles internes de TotalEnergies Raffinage France (réf. OT/TL/OPS/INS/INE\_2023\_MEMO\_0164), en s'attachant à utiliser les dernières valeurs d'épaisseurs connues pour ces bacs ;
- la date de prochaine visite décennale pour le bac 32D127.

Le cas échéant, selon les résultats des calculs de stabilité au vent, l'exploitant propose des actions de mise en conformité des bacs, telle que la mise en place de raidisseurs intermédiaires, auxquelles il associe un échéancier.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatifs à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 8 : PM2I – Bac 32D151****Références réglementaires :**

Arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié, articles 28, 29-1 et 29-5

**Thèmes :** Risques accidentels, PM2I

**Prescription contrôlée :**Article 28 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié

Chaque réservoir d'une capacité équivalente de plus de 10 mètres cubes fait l'objet d'un dossier de suivi individuel comprenant a minima les éléments suivants, dans la mesure où ils sont disponibles :

- date de construction (ou date de mise en service) et code de construction utilisé ;
- volume du réservoir ;
- matériaux de construction, y compris des fondations ;
- existence d'un revêtement interne et date de dernière application ;
- date de l'épreuve hydraulique initiale si elle a été réalisée ;
- liste des produits ou familles de produits successivement stockés dans le réservoir ;
- dates, types d'inspection et résultats ;
- réparations éventuelles et codes utilisés.

Ce dossier est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Article 29-1 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié

Tout réservoir d'une capacité équivalente de plus de 10 mètres cubes fait l'objet d'un plan d'inspection définissant la nature, l'étendue et la périodicité des contrôles à réaliser en fonction des produits contenus et du matériau de construction du réservoir et tenant compte des conditions d'exploitation, de maintenance et d'environnement.

Ce plan comprend :

- des visites de routine ;
- des inspections externes détaillées ;
- des inspections hors exploitation détaillées pour les réservoirs de capacité équivalente de plus de 100 mètres cubes. Les réservoirs qui ne sont pas en contact direct avec le sol et dont la paroi est entièrement visible de l'extérieur sont dispensés de ce type d'inspection.

Article 29-5 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié

[...] Les inspections hors exploitation détaillées sont réalisées aussi souvent que nécessaire et au moins tous les dix ans, sauf si les résultats des dernières inspections permettent d'évaluer la criticité du réservoir à un niveau permettant de reporter l'échéance dans des conditions prévues par un guide professionnel reconnu par le ministère chargé du développement durable. [...]

**Constats :**

L'exploitant présente les documents suivants à l'inspection lors du contrôle du 13 novembre 2025 et a posteriori par courriel du 21 novembre 2025, concernant le bac 32D151 :

- le compte-rendu de la dernière visite externe détaillée (visite quinquennale) (société MISTRAS), datée du 28 septembre 2021, qui conclut à l'aptitude au service de ce bac sur 5 ans, et à son bon état général ; il recommande cependant des actions d'investigation au pied de la tuyauterie en raison de présence de corrosion ;
- le compte-rendu de la dernière visite hors exploitation détaillée (visite décennale) (société MISTRAS), datée du 5 septembre 2016. Le compte-rendu conclut à l'aptitude au service pendant 10 ans du bac. La corrosion sur la tuyauterie incendie n'est pas mentionnée.
- le compte-rendu des travaux effectués sur ce bac en conséquence des précédentes visites quinquennales et décennales, établi par l'exploitant en date du 5 septembre 2021. Ce document ne mentionne pas d'actions initiées concernant la tuyauterie incendie comme

préconisé par le compte-rendu de la dernière visite quinquennale. L'exploitant doit fournir des justificatifs sur ce point. Par ailleurs, ce document conclut en s'appuyant sur la méthodologie TIMMS, propre au groupe TotalEnergies, que la durée de service du bac peut être prolongée de deux ans jusqu'à la prochaine visite décennale ;

- la synthèse de l'évaluation TIMMS pour ce bac, qui conclut en effet à une extension de la périodicité entre la précédente visite décennale et la suivante à douze ans.

En l'absence de la fourniture du document décrivant la méthodologie TIMMS dans des délais permettant son examen par l'inspection (voir fiche de constat correspondante), l'inspection ne peut conclure pour le bac 32D151 au respect par l'exploitant de l'article 29-5 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié.

**Conclusions :**

L'exploitant doit fournir à l'inspection des éléments permettant de justifier de l'absence d'actions entreprises suivant la préconisation de la dernière visite quinquennale (2021) sur le bac 32D151 relative à la présence de corrosion sur la tuyauterie incendie.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatifs à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois



## N° 9 : Suites du contrôle du 14 novembre 2024 - PM2I : étanchéité des cuvettes de rétention

**Référence réglementaire :** Arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié, article 25-II

**Thèmes :** Risques accidentels, PM2I

### **Prescription contrôlée :**

Article 25-II de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié

[...] La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant. À cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé.[...]

### Fiche de constat n° 2 du rapport du contrôle du 14 novembre 2024

L'inspection réalise les constats suivants lors du contrôle du 14 novembre 2024 :

- les cuvettes 3 et 4 présentent des fissures ainsi que de la végétation ;
- la surface du béton est également dégradée sur certaines zones au niveau de ces cuvettes ;
- un trou de l'ordre de la 10ème de centimètres est présent dans la cuvette 3 au pied du bac D2.

Pour ces deux cuvettes, les derniers rapports d'inspection PM2I (en date de décembre 2023) que l'inspection consulte au cours du contrôle font état de désordres de niveau D3 et D3P ; l'inspection note que les désordres D3 concernent les deux cuvettes. Le rapport concernant la cuvette 4 indique le désordre D3P pour l'assise du réservoir de la cuvette 4 avec de « Multiples fissures/ fractures et végétation ».

Ces niveaux de désordre D3 et D3P sont ainsi définis dans les rapports d'inspection PM2I présentés par l'exploitant :

- D3 : « Désordre structurel nécessitant des travaux de réparation, capacité de confinement menacée »
- D3P : « Désordre D3 pour lequel les travaux sont prioritaires - intégrité ou capacité portante de l'ouvrage compromise - capacité de rétention compromise »

### **Non-conformité :**

L'exploitant indique que ces désordres n'ont pas fait l'objet d'actions correctives ou d'analyses. De façon plus globale, l'inspection relève que l'exploitant n'a pas défini de méthodologie permettant de s'assurer que les désordres issus des rapports sont analysés et suivis d'effets.

L'exploitant indique que dans son outil de suivi, l'intégration des événements suite aux inspections PM2I des cuvettes n'est pas encore effective.

L'unique élément présenté par l'exploitant est une demande d'intervention pour gratter et supprimer la mousse au pied du bac D1 de la cuvette 3. Les travaux étaient en cours lors de l'inspection.

Dans un délai de 3 mois, l'exploitant :

- analysera les résultats des derniers rapports d'inspection des cuvettes 3 et 4, et engagera des actions correctives pour pallier aux désordres d'ordre D3 et D3P ; il fournira à l'inspection des installations classées le planning prévisionnel de ces actions correctives, qui en tout état de cause devront être levés sous 6 mois ;
- transmettra à l'inspection des installations classées des éléments méthodologiques

permettant de garantir le suivi des désordres soulevés par les rapports PM2I des cuvettes de rétention.

**Constats :**

Par courrier du 14 août 2025, l'exploitant transmet sa réponse à l'inspection, qui comprend le résumé des dernières visites de surveillance des cuvettes n° 3 et 4 ainsi qu'une capture d'écran d'une extraction de l'outil CREDO, dans lequel sont entrées les actions correctives prévues aux désordres identifiés lors de ces visites. La réponse fournie ne fait pas état d'action corrective engagée pour les désordres D3P observés sur la cuvette 4 lors de la précédente visite de surveillance. De même, les éléments méthodologiques fournis se résument à quelques lignes et à une citation du guide technique DT92 ce qui est insuffisant. Globalement la réponse apportée est insatisfaisante.

Au cours du contrôle du 13 novembre 2025, l'inspection revient sur ces deux cuvettes.

Les constats liés à la cuvette 3 sont intégrés dans la fiche de constat suivante (fiche n°10).

Concernant la cuvette 4, l'exploitant présente le dernier rapport de visite de surveillance, et explique qu'il a fait l'objet d'une révision depuis le contrôle du 14 novembre 2024. En effet, l'inspection constate que dans la version présentée le 13 novembre 2025, les désordres D3P ont été reclassés à un niveau moins prioritaire. L'exploitant explique que ce reclassement a été effectué sur la base de l'article 21 de l'arrêté préfectoral du 6 mai 2025, qui fait référence à l'échéancier de mise en conformité des cuvettes de rétention à l'article 22-1-1 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié, et à la convention d'astreinte pour pompage/excavation des fluides et matériaux pollués générés par un éventuel sinistre.

Néanmoins, cette approche mérite d'être justifiée. Les justifications ne peuvent s'appuyer uniquement sur la base de l'échéancier de travaux acté par arrêté préfectoral du 6 mai 2025 et l'établissement de conventions d'astreinte pour le pompage d'hydrocarbures en cas de sinistre. La requalification de chaque désordre D3P en désordre D3 doit être justifiée au regard des critères d'étanchéité que les cuvettes de rétention doivent respecter au regard de l'article 22-1-1 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié et de l'article 9.1.5.5 de l'arrêté préfectoral du 23 février 2017 modifié.

Selon les éléments indiqués par l'exploitant lors de la visite, l'étanchéité de la cuvette 4 doit faire l'objet de travaux de mise en conformité dans un délai annoncé au plus de six mois (voir fiche de constat n° 13), les désordres identifiés lors de la dernière visite de surveillance devraient être corrigés à ce moment. Il n'est donc pas donné suite à cette non-conformité, qui sera suivie par ailleurs via les travaux prévus à l'article 22-1-1 de l'arrêté préfectoral du 6 mai 2025.

**Conclusions :**

Sans observations

**Type de suites proposées :** Sans suites

## N° 10 : PM2I – Visites de surveillance des cuvettes

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié, article 6
<b>Thèmes :</b> Risques accidentels, PM2I
<b>Prescription contrôlée :</b> <u>Article 6 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié</u> Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- les massifs des réservoirs visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les massifs des réservoirs visés par l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m<sup>3</sup> ; et</li><li>- les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les réservoirs visés par l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m<sup>3</sup> ; [...]</li></ul> L'exploitant réalise un état initial de l'ouvrage à partir du dossier d'origine de l'ouvrage, de ses caractéristiques de construction, de l'historique des interventions réalisées sur l'ouvrage (contrôle initial, inspections, maintenance et réparations éventuelles) lorsque ces informations existent. À l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de l'ouvrage. L'état initial, le programme de surveillance et le plan de surveillance sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration. <u>Article 9.1.5.5 de l'arrêté préfectoral du 23 février 2017 (modifié par l'article 21 de l'arrêté préfectoral du 6 mai 2025)</u> L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées le dossier « étanchéité des cuvettes de rétention » conformément à l'article 22-1-1 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié. Ce dossier doit regrouper l'historique des cuvettes de rétention (date de réalisation des cuvettes, composition des cuvettes et du fond des cuvettes) et les études relatives à l'étanchéité de ces cuvettes ainsi que la description des travaux à réaliser ou réalisés avec tous les éléments justificatifs de leurs bonnes réalisations. Le critère de mise en conformité des cuvettes de rétention est le rapport h/V où V est la vitesse de pénétration (en mètres par heure) et h l'épaisseur de la couche d'étanchéité (en mètres). Le rapport h/V doit être supérieur à 500 heures. L'épaisseur h, prise en compte pour le calcul, ne peut dépasser 0,5 mètre. Ce rapport h/V peut être réduit sans toutefois être inférieur à 100 heures si l'exploitant démontre sa capacité à reprendre ou à évacuer le produit dans une durée inférieure au rapport h/V calculé. L'annexe confidentielle 1 du présent arrêté précise le rapport h/V pour une hauteur saturée de 0,5 m (en heures) issu de l'étude de Burgeap de 2019 et qui a permis d'établir l'échéancier suivant : <ul style="list-style-type: none"><li>• Tranche 1 – 11/2016 : mise en conformité des cuvettes 5, 6, 8 et 11 ;</li><li>• Tranche 2 – 11/2021 : mise en conformité des cuvettes 3, 4 (sous-cuvette des bacs 32D118 et 32D119), 9 et 10 ;</li><li>• Tranche 3a – 11/2022 : mise en conformité des cuvettes 2 et 7 ;</li><li>• Tranche 3b – 11/2025 : mise en conformité des cuvettes 1 et 4 (sous-cuvette des bacs 32D110 et 32D111) ;</li><li>• Tranche 4 – 11/2030 : pas de travaux de mise en conformité des cuvettes.</li></ul>

Paragraphe 3.2 du guide technique DT92

Les ouvrages de catégorie II sont : [...]

o Les stockages de liquides inflammables.

Paragraphe 7.1.3 du guide technique DT92

Les visites de surveillance sont effectuées selon une périodicité de [...] 1 an dans le cas d'ouvrages de catégorie II.

Paragraphe 6.3 du guide technique DT92

[...] Un désordre de niveau D3 est un désordre qui témoigne d'un risque structurel sur l'ouvrage ou d'un défaut de capacité de confinement de la cuvette. Dans ce cas, des travaux de réparations doivent être programmés [...].

Un désordre de niveau D3P est un désordre de niveau D3 pour lequel les travaux de réparation doivent être menés à une échéance prioritaire, parce que le désordre est de nature à compromettre l'intégrité, la capacité portante de l'ouvrage, ou la capacité de rétention de la cuvette. [...]

Paragraphe 7.2 du guide technique DT92

L'analyse a posteriori des fiches de surveillance est une étape essentielle. [...]

Cette analyse a plusieurs buts : [...]

- Repérer les désordres pour lesquels il s'agit de prendre rapidement les décisions utiles et, le cas échéant, de mettre en place les mesures prioritaires nécessaires. Dans ce cas, le désordre est réévalué D3P. Les mesures prioritaires, qui doivent permettre de rétrograder le désordre D3P au moins à un niveau D3, devront être définies et mises en œuvre dans un délai de 6 mois. [...]

**Constats :**

L'exploitant transmet à l'inspection par courriel du 21 novembre 2025 les rapports des dernières visites de surveillance pour les cuvettes 3, 8 et 9. Ces documents appellent les constats suivants :

- cuvette 3 – rapport, indice de révision 1, daté de novembre 2024 établi par MISTRAS : le rapport classe la cuvette en catégorie II et met en évidence plusieurs désordres D3 .
- cuvette 3 - rapport non daté établi par INEXCO GROUPE : le document fait état de plusieurs désordres D3, déjà identifiés dans le précédent rapport. La réfection de la semelle béton en périphérie des bacs 32D1 et 32D2 est préconisée, ainsi que le nettoyage et la reprise de fissures notables au niveau du dispositif de vidange et la réfection des cassures aux niveaux des jonctions merlon / fond de cuvette. Il conviendrait que l'exploitant précise comment il prend en compte ces préconisations. Des désordres D3 sont également identifiés au niveau des murets et plaques béton des merlons. Le rapport indique que ces désordres « *ne sont pas à prendre en considération mais à surveiller voir les échanges de la DRIEAT ICPE avec TERF. Également pour le dallage qui peut rester en l'état avec la mise en place d'un dispositif de pompage et d'extraction (Voir annexe N°1) Les désordres liés aux merlons / dallage et murs / murets ont été réévalués en D1.* ».
- cuvette 8 - rapport de visite en date du 6 octobre 2025 établi par INEXCO GROUPE : plusieurs désordres D3 sont relevés. Le rapport préconise notamment une reprise locale de la semelle du bac et le remplacement de la bâche d'étanchéité. Il conviendrait que l'exploitant précise comment il prend en compte ces préconisations. De la même manière que pour la cuvette 3, les désordres liés aux merlons / dallage et murs / murets ont été réévalués en D1.
- cuvette 9 - rapport non daté établi par INEXCO GROUPE : plusieurs désordres D3P sont identifiés (« *Présences de fractures éparses avec forte ouverture sur l'ensemble des 2 semelles des réservoirs.* »). Le rapport prescrit ainsi la « réfection de la semelle des 2 réservoirs » (i.e. des deux bacs 32D127 et 32D128). De la même manière que pour la cuvette 3, les désordres

liés aux merlons / dallage et murs / murets ont été réévalués en D1.

Tous ces rapports indiquent suivre la méthodologie présentée par le guide technique DT92.

La fourniture de documents non datés (rapports INEXCO GROUPE susmentionnés concernant les cuvettes 3 et 9) ne permet pas à l'inspection de conclure quant au respect par l'exploitant d'une périodicité au plus annuelle des visites de surveillance.

Par ailleurs, l'appui sur l'article 21 de l'arrêté préfectoral du 6 mai 2025 (dont les dispositions sont rappelées ci-dessus) pour reclasser des désordres D3, voire D3P, en désordres moins prioritaires, doit être étayé. En effet, l'échéancier de travaux acté par arrêté préfectoral du 6 mai 2025 et l'établissement de conventions d'astreinte pour le pompage d'hydrocarbures en cas de sinistre ne permettent pas de justifier la requalification des désordres D3P en désordre D3. Cette requalification doit être justifiée au regard des critères d'étanchéité que les cuvettes de rétention doivent respecter au regard de l'article 22-1-1 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié et de l'article 9.1.5.5 de l'arrêté préfectoral du 23 février 2017 modifié.

En tout état de cause, les désordres D3 et D3P doivent faire l'objet d'un plan d'action afin d'y remédier dans les meilleurs délais.

Compte tenu de ces éléments, il est demandé à l'exploitant de transmettre, sous 15 jours, à l'inspection des installations classées, les éléments permettant de justifier la requalification des désordres D3 et D3P à des désordres de niveau inférieur des cuvettes 3, 8 et 9 (pour chacun d'entre eux) et les justificatifs attestant de la programmation des travaux pour remédier aux désordres D3 et D3P constatés au niveau de ces cuvettes en précisant l'échéancier associé.

En l'absence de transmission d'éléments satisfaisants, l'inspection proposera à M. le Préfet des Yvelines de mettre en demeure l'exploitant de mettre en œuvre les actions pour remédier aux désordres D3 et D3P identifiés dans les rapports présentés par l'exploitant.

Dans tous les cas, les désordres D3P identifiés lors des visites de surveillance sont à réparer dans les délais les plus rapides possibles.

#### **Conclusions :**

##### Demande de justificatifs à l'exploitant (délai : 15 jours)

L'exploitant doit transmettre, sous 15 jours, à l'inspection des installations classées, les éléments permettant de justifier la requalification des désordres D3 et D3P à des désordres de niveau inférieur des cuvettes 3, 8 et 9 (pour chacun d'entre eux) et les justificatifs attestant de la programmation des travaux pour remédier aux désordres D3 et D3P constatés au niveau de ces cuvettes en précisant l'échéancier associé.

En l'absence de transmission d'éléments satisfaisants, l'inspection proposera à M. le Préfet des Yvelines de mettre en demeure l'exploitant de mettre en œuvre les actions pour remédier aux désordres D3 et D3P identifiés dans les rapports présentés par l'exploitant.

Dans tous les cas, les désordres D3P identifiés lors des visites de surveillance sont à réparer dans les délais les plus rapides possibles.

##### Demande de justificatifs à l'exploitant (délai : 3 mois)

L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées le programme des travaux de réparation visant à corriger les désordres D3 et D3P identifiés dans les derniers rapports de surveillance des cuvettes de rétention n°3, n°8 et n°9, ou, à défaut, à les ramener à un niveau de gravité D1, sans tenir compte du reclassement qu'il a le cas échéant effectué en s'appuyant sur les dispositions prévues par l'article 21 de l'arrêté préfectoral du 6 mai 2025.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatifs à l'exploitant

**Proposition de délais :**

Demande de justificatifs à l'exploitant : 15 jours et 3 mois

## N° 11 : Suites du contrôle du 14 novembre 2024 - PM2I : étanchéité des cuvettes de rétention

**Référence réglementaire :** Arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié, article 6

**Thèmes :** Risques accidentels, PM2I

### **Prescription contrôlée :**

Article 6 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié

Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants :

- les massifs des réservoirs visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les massifs des réservoirs visés par l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m<sup>3</sup> ; et
- les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les réservoirs visés par l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m<sup>3</sup> ; et
- les structures supportant les tuyauteries inter-unités visées à l'article 5 du présent arrêté ; et
- les caniveaux en béton et les fosses humides d'unités de fabrication véhiculant lors du fonctionnement normal de l'installation des produits agressifs pour l'ouvrage et pour lesquels la dégradation de l'ouvrage serait susceptible de générer un accident de gravité importante.

L'exploitant réalise un état initial de l'ouvrage à partir du dossier d'origine de l'ouvrage, de ses caractéristiques de construction, de l'historique des interventions réalisées sur l'ouvrage (contrôle initial, inspections, maintenance et réparations éventuelles) lorsque ces informations existent.

À l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de l'ouvrage.

L'état initial, le programme de surveillance et le plan de surveillance sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration. [...]

### Fiche de constat n° 4 du rapport du contrôle du 14 novembre 2024

Pour les cuvettes de rétention, l'exploitant dispose d'un état initial de juillet 2014 qu'il présente à l'inspection au cours du contrôle du 14 novembre 2024 et indique que :

- en 2023, la cuvette 4 a été modifiée
- les bacs D118 et D119 ont été démantelés
- Le muret séparant les sous-cuvettes des bacs D118/D119 et D110/D111 a été rehaussé
- La taille de la cuvette 4 a donc été réduite pour ne concerner que les bacs D110 et D111.

### **Non-conformité :**

À date du contrôle, l'exploitant n'a pas mis à jour l'état initial de la cuvette 4 pour intégrer ces modifications. L'inspection constate que par conséquent le cahier des charges des points à vérifier lors des inspections des cuvettes n'a pas été modifié.

Dans un délai de 3 mois, l'exploitant réalisera une analyse des états initiaux de l'ensemble des rétentions soumises à PM2I présentes sur le site afin d'identifier les besoins de mises à jour.

Dans un délai de 6 mois, l'exploitant mettra à jour les états initiaux de ces rétentions.

Dans un délai de 6 mois, l'exploitant intégrera ces mises à jour dans le cahier des charges des points à vérifier (plan d'inspection) lors des inspections.
<b>Constats :</b> Par courrier du 14 août 2025, l'exploitant transmet sa réponse à l'inspection, et confirme que seule la cuvette 4 a fait l'objet de modifications nécessitant une mise à jour de son état initial. Au cours du contrôle du 13 novembre 2025, l'exploitant affirme que l'état initial de la cuvette 4 a été mis à jour et correspond désormais à la réalité de cet équipement. L'inspection constate par consultation de l'outil CREDO que les plans faisant partie de l'état initial ont effectivement été mis à jour. La réponse apportée à la fiche de constat n° 4 du rapport du contrôle du 14 novembre 2024 est donc jugée satisfaisante.
<b>Conclusions :</b> Sans observations.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites

## N° 12 : Désordres susceptibles d'impacter localement l'étanchéité des cuvettes

<b>Références réglementaires :</b> Arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié, articles 22-1-1 et 22-2-1
<b>Thèmes :</b> Risques accidentels, PM2I
<b>Prescription contrôlée :</b> <u>Article 22-1-1 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié</u> Les rétentions sont pourvues d'un dispositif d'étanchéité répondant à l'une des caractéristiques suivantes : - un revêtement en béton, une membrane imperméable ou tout autre dispositif qui confère à la rétention son caractère étanche. La vitesse d'infiltration à travers la couche d'étanchéité est alors inférieure à 10 <sup>-7</sup> mètres par seconde. Cette exigence est portée à 10 <sup>-8</sup> mètres par seconde pour une rétention de surface nette supérieure à 2 000 mètres carrés contenant un stockage de liquides inflammables d'une capacité réelle de plus de 1 500 mètres cubes ; - une couche d'étanchéité en matériaux meubles telle que si V est la vitesse de pénétration (en mètres par heure) et h l'épaisseur de la couche d'étanchéité (en mètres), le rapport h/V est supérieur à 500 heures. L'épaisseur h, prise en compte pour le calcul, ne peut dépasser 0,5 mètre. Ce rapport h/V peut être réduit sans toutefois être inférieur à 100 heures si l'exploitant démontre sa capacité à reprendre ou à évacuer le produit dans une durée inférieure au rapport h/V calculé.  L'exploitant s'assure dans le temps de la pérennité de ce dispositif. L'étanchéité ne doit notamment pas être compromise par les produits pouvant être recueillis, par un éventuel incendie ou par les éventuelles agressions physiques liées à l'exploitation courante.  <u>Article 22-2-1 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié</u> Les rétentions sont conçues et entretenues pour résister à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis.  Elles font l'objet d'une maintenance appropriée. L'exploitant définit par procédure d'exploitation les modalités de réalisation d'un examen visuel courant régulier et d'un examen visuel annuel approfondi.
<b>Constats :</b> L'inspection constate, au cours de la visite des installations, la présence de plusieurs désordres



susceptibles d'impacter localement l'étanchéité des cuvettes de rétention :

- cuvette 3B (sous bac 32D2) : joints d'étanchéité détachés voire intégralement arrachés par endroits ;
- cuvette 8 (sous bac 32D151) : détachement partiel des revêtements d'étanchéité ;
- cuvette 9 (sous bacs 32D127 et 32D128) : présence d'une tranchée à proximité de la passerelle permettant le passage d'un bac à l'autre, au niveau du muret séparant les deux sous-cuvettes, côté bac 32D128, de dimensions d'environ 3 m par 50 centimètres. Par endroits le sol paraît affleurer.

L'inspection note que ces désordres, ayant été constatés le 13 novembre 2025 pourraient avoir été causés après les dernières visites de surveillance de ces trois cuvettes (réalisées, pour ces trois cuvettes, en novembre 2024).

Par ailleurs, l'exploitant doit procéder à un examen visuel de l'ensemble des cuvettes de rétention des installations conformément à l'article 22-2-1.

Par ailleurs, un tel constat réalisé sur la cuvette 3b, pour laquelle les travaux de mise en conformité à l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié sont réputés achevés selon l'exploitant, interroge sur l'efficacité de ces travaux et sur leur pérennité.

Au vu des enjeux environnementaux et des conséquences en cas de sinistre, l'inspection demande à l'exploitant de fournir sous quinze jours des éléments justifiant de la réalisation d'examens visuels réguliers permettant de contrôler l'évolution dans le temps des désordres constatés lors des dernières inspections des cuvettes (par le prestataire Mistras notamment) et des actions d'entretien des cuvettes entre chaque visite d'inspection.

En l'absence de transmission de justificatifs satisfaisants, l'inspection proposera à M. le Préfet des Yvelines de mettre en demeure l'exploitant de respecter l'article 22-2-1 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 en transmettant un plan d'action d'entretien des cuvettes pour l'année 2026.

#### **Conclusions :**

L'exploitant doit, sous un délai de quinze jours, fournir un échéancier de travaux visant à corriger dans les plus brefs délais les désordres constatés par l'inspection lors du contrôle du 13 novembre 2025. En l'absence de transmission d'un tel échéancier, l'inspection proposera à M. le Préfet des Yvelines de mettre en demeure l'exploitant sur ce point.

L'exploitant doit fournir sous quinze jours des éléments justifiant de la réalisation d'examens visuels réguliers permettant de contrôler l'évolution dans le temps des désordres constatés lors des dernières inspections des cuvettes (par le prestataire Mistras notamment) et des actions d'entretien des cuvettes entre chaque visite d'inspection.

En l'absence de transmission de justificatifs satisfaisants, l'inspection proposera à M. le Préfet des Yvelines de mettre en demeure l'exploitant de respecter l'article 22-2-1 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 en transmettant un plan d'action d'entretien des cuvettes pour l'année 2026.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatifs à l'exploitant

**Proposition de délais :** 15 jours

### N° 13 : Travaux de mise en conformité des cuvettes de rétention

#### Références réglementaires :

Arrêté ministériel du 3 octobre 2010, article 22-1-1

Arrêté préfectoral du 23 février 2017, article 9.1.5.5., modifié par arrêté préfectoral du 6 mai 2025, article 21

**Thèmes :** Risques accidentels, PM2I

#### Prescription contrôlée :

Article 22-1-1 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié

Les rétentions sont pourvues d'un dispositif d'étanchéité répondant à l'une des caractéristiques suivantes :

- un revêtement en béton, une membrane imperméable ou tout autre dispositif qui confère à la rétention son caractère étanche. La vitesse d'infiltration à travers la couche d'étanchéité est alors inférieure à 10<sup>-7</sup> mètres par seconde. Cette exigence est portée à 10<sup>-8</sup> mètres par seconde pour une rétention de surface nette supérieure à 2 000 mètres carrés contenant un stockage de liquides inflammables d'une capacité réelle de plus de 1 500 mètres cubes ;
- une couche d'étanchéité en matériaux meubles telle que si V est la vitesse de pénétration (en mètres par heure) et h l'épaisseur de la couche d'étanchéité (en mètres), le rapport h/V est supérieur à 500 heures. L'épaisseur h, prise en compte pour le calcul, ne peut dépasser 0,5 mètre. Ce rapport h/V peut être réduit sans toutefois être inférieur à 100 heures si l'exploitant démontre sa capacité à reprendre ou à évacuer le produit dans une durée inférieure au rapport h/V calculé.

L'exploitant s'assure dans le temps de la pérennité de ce dispositif. L'étanchéité ne doit notamment pas être compromise par les produits pouvant être recueillis, par un éventuel incendie ou par les éventuelles agressions physiques liées à l'exploitation courante.

Point B de l'annexe 7 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié

[...] Pour les installations existantes, l'exploitant recense avant le 16 novembre 2012 les rétentions nécessitant des travaux d'étanchéité afin de répondre aux exigences des dispositions du point 22-1-1 du présent arrêté. Il planifie ensuite les travaux en quatre tranches, chaque tranche de travaux couvrant au minimum 20 % de la surface totale des rétentions concernées. Les tranches de travaux sont réalisées au plus tard respectivement six, onze, quinze et vingt ans à compter du 16 novembre 2010. [...]

Article 9.1.5.5. de l'arrêté préfectoral du 23 février 2017 modifié

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées le dossier « étanchéité des cuvettes de rétention » conformément à l'article 22-1-1 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié. Ce dossier doit regrouper l'historique des cuvettes de rétention (date de réalisation des cuvettes, composition des cuvettes et du fond des cuvettes) et les études relatives à l'étanchéité de ces cuvettes ainsi que la description des travaux à réaliser ou réalisés avec tous les éléments justificatifs de leurs bonnes réalisations.

Le critère de mise en conformité des cuvettes de rétention est le rapport h/V où V est la vitesse de pénétration (en mètres par heure) et h l'épaisseur de la couche d'étanchéité (en mètres). Le rapport h/V doit être supérieur à 500 heures. L'épaisseur h, prise en compte pour le calcul, ne peut dépasser 0,5 mètre. Ce rapport h/V peut être réduit sans toutefois être inférieur à 100 heures si l'exploitant démontre sa capacité à reprendre ou à évacuer le produit dans une durée inférieure au rapport h/V calculé.

L'annexe confidentielle 1 du présent arrêté précise le rapport h/V pour une hauteur saturée de 0,5 m (en heures) issu de l'étude de Burgeap de 2019 et qui a permis d'établir l'échéancier suivant :

- Tranche 1 – 11/2016 : mise en conformité des cuvettes 5, 6, 8 et 11 ;

- Tranche 2 – 11/2021 : mise en conformité des cuvettes 3, 4 (sous-cuvette des bacs 32D118 et 32D119), 9 et 10 ;
- Tranche 3a – 11/2022 : mise en conformité des cuvettes 2 et 7 ;
- Tranche 3b – 11/2025 : mise en conformité des cuvettes 1 et 4 (sous-cuvette des bacs 32D110 et 32D111) ;
- Tranche 4 – 11/2030 : pas de travaux de mise en conformité des cuvettes.

#### Courrier du 13 mai 2025 adressé à l'exploitant

[...] Par ailleurs, vous avez également transmis à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, le courrier n° 2025-009 TN/MB du 10 février 2025 relatif à l'étanchéité des cuvettes de rétention des bacs de stockage avec la mise en place d'une convention d'astreinte pour l'excavation des matériaux meubles en cas de perte de confinement Je vous informe que l'échéancier proposé dans ce courrier ne peut être accepté du fait que la mise en conformité doit être effective et en cohérence avec le projet LogSAF. Seul le critère sur lequel se base cette conformité (critère h/v) et la convention d'astreinte d'excavation peuvent être pris en compte.

Par conséquent et comme mentionné dans votre étude de dangers n°23-5718\_D02 TOTAL DR GGV B(CI) du 9 avril 2024 qui a fait l'objet de l'arrêté préfectoral n° 78-2025-01-20-00005 du 20 janvier 2025, le planning annoncé dans votre courrier n° GGV/2021-081 AS/OME en date du 30 avril 2021 est pris en compte et prescrit dans l'arrêté préfectoral joint. [...]

#### **Constats :**

L'inspection constate au cours du contrôle du 13 novembre 2025 que les travaux de mise en conformité des cuvettes 1 et 4 n'ont pas démarré et qu'ils ne sont pas susceptibles d'être achevés en 2025. L'exploitant indique :

- pour la cuvette 4, que l'autorisation financière d'engagement délivrée par la direction du groupe TotalEnergies Raffinage France est en passe d'être signée, ce qui permettrait d'éviter le passage par un appel d'offres pour la réalisation des travaux et ainsi achever ceux-ci sous un délai de six mois ;
- pour la cuvette 1, qu'aucune démarche n'a été engagée au moment du contrôle.

L'inspection constate donc que l'article 9.1.5.5 de l'arrêté préfectoral du 23 février 2017 (modifié par arrêté préfectoral du 6 mai 2025) n'est pas respecté.

À date de signature du présent rapport aucun élément écrit attestant d'un engagement des démarches nécessaires à ces travaux n'a été présenté à l'inspection des installations classées.

Toutefois, l'exploitant transmet par courriel du 2 décembre 2025 son analyse mise à jour de la conformité des cuvettes aux exigences portées par l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié, qui conclut à leur conformité globale, une surface totale de 68% étant selon l'exploitant conforme aux exigences de l'article 22-1-1 de l'arrêté précité (au minimum 20% de surface couverte par tranches de travaux, la troisième tranche devant être achevée au 16 novembre 2025).

Au cours d'une réunion par visioconférence tenue le 2 décembre 2025, l'exploitant réitère son engagement ferme à mener les travaux de mise en conformité de la cuvette 4. L'exploitant rappelle également que les bacs situés dans les autres sous-cuvettes devant faire l'objet de travaux de mise en conformité ne sont pas en service :

- bac 32D5 situé dans la sous-cuvette 1a (démantelé) ;
- bac 32D4 situé dans la sous-cuvette 2b.

L'inspection rappelle que les travaux de mise en conformité des cuvettes de rétention doivent impérativement être achevés avant la mise en service des bacs concernés par le projet LogSAF le cas échéant.

#### **Conclusions :**

Demande d'action corrective (délai : un an)

L'exploitant doit réaliser les travaux de mise en conformité de la cuvette de rétention 4, sous un délai d'un an, conformément aux dispositions de l'article 9.1.5.5 de l'arrêté préfectoral du 23 février 2017 (modifié par arrêté préfectoral du 6 mai 2025).

Demande de justificatifs (délai : quinze jours)

L'exploitant doit transmettre, sous un délai de quinze jours, une nouvelle proposition d'échéancier de mise en conformité des cuvettes de rétention à l'article 22-1-1 et au point B de l'annexe 7 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié, afin que les prescriptions des arrêtés préfectoraux applicables aux installations de Gargenville soient le cas échéant adaptées. Dans l'hypothèse où les justificatifs ne seraient pas fournis dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, demande de justificatifs à l'exploitant

**Proposition de délais :**

Demande d'action corrective : un an

Demande de justificatifs : quinze jours